

Contribution de Pierre Bouchet, section Aix-en-Provence Fédération Paca
au
Sous chapitre 3-1 « Démocratie »

Deux points doivent d'abord être clairs dans notre esprit :

- la démocratie est une condition absolue pour que la France puisse affronter les défis de son temps et pour qu'elle sorte de l'impasse dans laquelle elle s'est mise ;
- la démocratie aujourd'hui, c'est la participation des citoyens à la résolution des questions qui se posent pour conduire leur vie et c'est le respect des droits de l'Homme, à commencer par le premier : avoir accès équitable à la Justice, c'est-à-dire à ce que son affaire soit jugée s'il s'estime lésé.

Concrètement,

- pas de développement durable sans démocratie ; voir le référentiel français des démarches agenda 21, qui décline les règles élaborées à Rio en 1992 ; le premier facteur de succès est **la participation des populations** ; quiconque a un peu envisagé la question le considère comme une évidence ; aucun avis contraire chez ceux qui mettent en œuvre concrètement ;
- pas de développement économique, dans le contexte moderne, pour un pays avancé comme la France, sans proximité entre les entreprises, l'Université et la recherche, les « acteurs des territoires », c'est-à-dire les habitants et leurs relais associatifs, et les pouvoirs publics ; donc sans la participation des citoyens ;
- pas de possibilité d'assurer l'emploi au niveau déclaré dans le document préparatoire de 4 à 5% du taux de chômage sans développement économique et simultanément changement du mode de production ; donc sans la participation des citoyens.
- pas même l'éventualité du moindre geste, de la part des politiques, pour aborder l'effort pour la cohésion sociale, contre l'exclusion ; pas la moindre action imaginable vers les 30% de gens qui ne votent que rarement et des 20% qui ne votent jamais et qui nous disent ainsi que nous, politiques, nous nous agitons vainement sur des questions qui ne les concernent pas. Quiconque travaille sur ces questions, dans les quartiers défavorisés, sait qu'ils ont raison ; et nous, MoDem, qui prétendons le faire, nous sommes pires que les autres si nous ne nous engageons pas vigoureusement dans le sens de l'établissement d'une démocratie de participation et de proximité.

L'humanisme des déclarations du MoDem sur les droits de l'Homme, la responsabilité des citoyens, leur droit à l'information est de la fausse monnaie coupable si nous ne traduisons pas cela en actes, et c'est tout à fait à portée, pour autant que nous soyons sincères, et si nous nous enfermons dans nos habitudes jacobines d'élite politique distante de ses sujets.

Etablir la démocratie, avec proximité des habitants est à portée immédiate de main ; depuis 25 ans nous mettons laborieusement en place, en France, les institutions nécessaires, mais sans que les élus eux-mêmes le sachent, souvent contre eux-mêmes ; il reste à parachever ; c'est facile au plan institutionnel... pour autant que nous le voulions, c'est-à-dire que nous soyons sincères dans nos affirmations humanistes et démocrates. Ma contribution sur le sous-chapitre 3-5 « Réforme de l'état et des collectivités locales » traite ce sujet.

Bien sûr qu'il faut, aussi, que la représentation électorale permette à tous les courants politiques d'être représentés et que les pouvoirs soient séparés, et **d'abord** la Justice. Mais il est obligatoire d'établir aussi la proximité du politique et du citoyen, la résolution des questions par tous, sur des territoires à taille humaine.

La séparation des pouvoirs et la légitimité des scrutins, ce n'est que du rattrapage par rapport aux autres pays de l'Union européenne ; mais nous, nous nous voulons « exemplaires » ; soyons le ! Pour cela faisons plus que rattraper notre retard.

Juste un mot pour avoir idée du **décalage entre la réalité socio politique et notre vision jacobine**, qu'expriment toutes nos prises de positions et attitudes.

Tout au long du dernier siècle, nos comportements de citoyens occidentaux ont évolué, et ils continuent dans le même sens ; les hiérarchies, politiques, économiques, spirituelles, n'inspirent plus confiance ; des dynamiques se développent au sein de la population, pour répondre aux questions de vie. C'est Sociovision-Cofremca qui est le spécialiste le plus avancé au monde dans ce type d'analyse ; « A l'écoute des gens ordinaires » d'Alain de Vulpian, décrit parfaitement cette mutation de nos sociétés vers ce qu'il nomme un « tissu social vivant ». Mais cette évolution est considérée comme fondamentale et une banalité par tous ceux qui travaillent sur les comportements sociétaux, les choix de vie, les implications dans la Cité, les consommations, les comportements politiques.

Et notre vision de la société, notre philosophie politique a évolué bien sûr. Est apparue précisément notre exigence de démocratie, qui ne date que de 50 ans à peine, de droits de l'Homme. Blandine Kriegel l'analyse parfaitement dans « la philosophie de la République ». C'est elle qui a présidé pendant de longues années la Commission de refonte de nos institutions, qui a conduit aux intercommunalités, aux Conseils de développement et aux Conseils de quartiers, qui font siéger côte à côte les élus et les citoyens.

Cette évolution de notre part, comme personnes, présente-t-elle une difficulté ou offre-t-elle une richesse ?

Difficulté incontestable dans l'ancienne culture, avec l'ancien regard : abstention électorale, caractère imprévisible des votes et de tous nos comportements de consommation et de vie, mépris pour les dirigeants qui s'avèrent sans prise sur les problèmes, cloisonnement social, morosité.

Mais richesse immense dans la nouvelle culture, sous un œil exercé : intelligence créative ! Capacité à se mobiliser ! Connaissance des problèmes au plus près du vivant ! Respect du leader...à la condition qu'il laisse la dignité des hommes s'épanouir !

Quelques observations sur les comportements de la société, qui devraient nous rendre évidente cette évolution :

- Des dynamiques innovantes existent dans tous les domaines

Les associations et autres mouvances corrigent les dysfonctionnements des institutions officielles ; elles diffusent les savoir faire de la vie quotidienne ; elles remettent l'école dans la vie réelle alors qu'elle est enfermée dans un comportement académique et qui exclut ceux qui ne sont pas conformes ; elles donnent les moyens de la vie artistique dans les quartiers ; elles créent le spectacle vivant, en dehors du monde académique ; elles aident les personnes à mettre à profit l'ouverture de la médecine aux approches complémentaires, qui peinent à ouvrir les portes de l'Université ; elles mettent au point les techniques agricoles qui respectent l'homme et le vivant, qui le libèrent de l'abus de puissance des industriels et des technocrates ; elles imaginent et expérimentent les formules d'habitat modernes groupé, ni d'isolement individuel ni de déshumanisation collectiviste de l'urbanisme institutionnel ; elles inventent et expérimentent les conditions humaines adaptées au grand âge, ni d'abandon à la solitude, ni de ravalement à une situation de pensionnaire « débilisé » ; elles inventent les

nouvelles formes de travail, mettant la vie au dessus du productivisme, « l'économie au service de l'homme et pas le contraire ».

C'est dans toutes ces dynamiques de soin direct de la société et de travail pour l'adapter aux problématiques de notre temps que se fait la transformation progressive de nos comportements. Et dans ce monde actif, travaillant au Bien Commun, que de gens qui ne votent pas ! Parce qu'ils considèrent que les solutions aux problèmes des gens, ce sont les gens eux-mêmes, dans ces dynamiques là, qui les trouvent et qu'il n'y a aucune différence concrète, pour eux, selon que tel ou tel homme politique est au pouvoir ou que le résultat du scrutin soit rose, bleu ; orange ou même rouge ou tricolore ; comment ne pas convenir que c'est vrai, et que le monde politique, la « réflexion » politique, ne concerne pas la moitié des citoyens ?

C'est la société civile qui fait l'innovation, très naturellement, dans le sens du Bien Commun ; le monde politique français est dans l'erreur absolue lorsqu'il prend des mesures fiscales ou décide d'aides pour inciter, ou lorsqu'il met sous tutelle des initiatives sociales. Ce n'est pas là qu'on a besoin de lui ; il est, par ces démarches d'incitation, largement contreproductif, au fond, méprisant et suffisant.

Qui devrait nous donner encore plus à réviser nos considérations sur la démocratie : la formation socio politique, massive, qui se fait en France, se fait dans la société civile, par la société civile ; les partis politiques en sont absents et n'en font quasiment pas, même en interne.

Est en action dans nos villes une considérable activité de formation politique spontanément organisée, en dehors des institutions comme en dehors des partis politiques, par la trentaine d'Universités populaires, la diversité des clubs de réflexion citoyens, les organisations catholiques engagées.

Tous les jours, dans les villes de France, cours et conférences en socio politique rassemblent des « élèves », pour un total probablement de l'ordre du Million de jours/élève par an : philosophie politique, décodage des rouages du pouvoir, sociologie du travail, questions géopolitiques, analyse des processus politiques en cours dans les pays du monde entier ; on y apprend la société, la diversité des sensibilités politiques, pas les différences d'étiquettes, mais la diversité des approches des problèmes réels, comment coopérer avec ceux dont on ne partage qu'une partie des opinions, comment atteindre un objectif socio politique, ce qu'on peut attendre des professionnels du pouvoir politique, fonctionnaires et élus, comment pratiquer avec eux, etc...

Tous les jours on étudie le fonctionnement de la société et on cherche les moyens de la transformer, de transformer le pouvoir et son exercice, de transformer notre système qui méprise l'Homme; on y apprend les techniques de communication, d'implication militante.

Ce travail est fait bénévolement par des professeurs qui forment les professionnels du pouvoir dans les Universités et dans les centres de recherche, mais aussi par des représentants de toutes les compétences de la société, par des acteurs de cette société.

Cette activité est démultipliée par les innombrables sites internet de formation et par l'ouverture que cela permet vers les bibliographies, sitographies, cycles de conférences.

Comment ne pas penser que c'est ce « parti » ci, « soignant » la société en dehors des institutions, qui prendra le pouvoir, légitimement ?

Malheureusement, nos stratégies politiques sont toujours construites selon l'ancienne culture ; nos programmes politiques aussi; ils proposent désespérément des solutions ponctuelles à des problèmes limités, les princes que nous croyons être prétendant résoudre les difficultés des « sujets » ; mais comment ne pouvons nous pas intégrer que personne ne nous croit ? Le taux d'abstention ! Le principe de la « guerre éclair », qui dit bien que le contenu du programme ne retient pas l'attention ! L'attitude des gens lorsque nous les rencontrons sur les marchés ! Tant que nous ne savons pas cela, tant que ceci n'est pas notre propre culture, nos discours d'humanisme et de démocratie sont vides ; nous sommes alors illégitimes pour accéder au pouvoir ; et notre discours est hypocrite et/ou borné.

Tout ce qu'il faut faire pour mettre en application nos principes est disponible, validé par la pratique, aisé à mettre en place.

Toutes les institutions qui permettent l'exercice de la démocratie de proximité et de participation, toutes les méthodes qui organisent son exercice sont disponibles, validées ; elles ont donné lieu à des retours d'expérience.

Ceux qui les mettent en œuvre aident efficacement ceux qui souhaitent les aborder.

Quelles sont donc ces institutions ?

- les Conseils de quartiers
- les Conseils de développement

Quelles sont les méthodes ?

- les « bonnes pratiques » de transparence et de responsabilité en gouvernance communale ;
- la démarche « qualité publique »

Quelle est la démarche centrale qui s'impose si nous sommes sincères dans nos affirmations d'humanisme ?

- Les démarches Agenda 21, pas les habillages de demande de subventions, les vraies, selon les principes de Rio 1992 et le référentiel français, excellent, disponible dans toutes les intercommunalités : celles qui traitent simultanément de développement économique, de protection de l'environnement et de résolution des questions de vie , **conjointement par les élus, les « acteurs des territoires » et les citoyens.**

Je traite ces questions dans ma contribution au sous chapitre 3-5 « Réforme de l'état et des collectivités locales »

Il est évident que chaque institution, chaque méthode, peut être critiquée. Mais les institutions nationales évoquées, Conseils de développement et conseils de quartiers sont en place depuis plusieurs années, en France ; elles ont été conçues par une Commission de réforme des institutions qui a travaillé pendant des années ; leur excellence est confirmée par toutes les études internationales sur le développement tout court, sur le développement durable ; elles ont donné lieu à des analyses de fonctionnement, à des rapports de retour d'expérience. C'est la pratique qui les valide et qui démontre leur remarquable intérêt, la responsabilité des citoyens et « acteurs des territoires » qu'elles démontrent, la richesse qu'elles donnent à la compréhension des besoins et à l'élaboration des solutions.

Les méthodes évoquées sont des pratiques concrètes d'équipes en place ; pas des préconisations de bureaucrates. Il est donc on ne peut plus facile de connaître leur intérêt ou leurs éventuels défauts.

Les démarches agenda 21 ont été conçues à partir des préconisations des meilleurs experts en développement et en protection de l'environnement ; pas par des bureaucrates ; pas par des théoriciens ; par ceux qui sont sur le terrain, qui ont mis au point leurs démarches par la pratique, qui le font par générosité et humanisme.

C'est cela la démocratie, en France, en 2009 ; ce ne sont plus depuis longtemps des déclarations philosophiques bien pensantes.

C'est de cela, concrètement, qu'il faut décider si nous le mettons en œuvre ou pas.

Il n'y a donc aucune raison pour ne pas mettre en pratique notre discours, sauf si, en fait, nous ne respectons pas les citoyens, si nous ne souhaitons pas établir un rapport de confiance, si nous ne croyons pas à son sens du Bien Public, malgré nos affirmations.

La seule raison de ne pas mettre en œuvre toutes les solutions disponibles et obligatoires que je présente sur les institutions, c'est si nous ne sommes pas sincères lorsque nous prétendons à l'humanisme et à la démocratie ; c'est si nous sommes attachés à notre attitude traditionnelle de hauteur vis-à-vis des citoyens, si nous ne croyons pas en notre discours d'aspiration à la responsabilité des citoyens.

Mais pour faire ce que nous affirmons, pour avoir un comportement politique cohérent avec notre discours, il nous faut évoluer nous-mêmes.

Il faut travailler à avoir la culture politique approfondie qu'exigent les ambitions que nous affirmons : apprendre la société et les comportements et les aspirations des hommes ; cela demande d'étudier, de travailler, d'organiser des formations en interne, des formations-actions ; il ne suffit pas de se contenter des impressions sur les marchés pendant les guerres éclair ; ni de lire les quotidiens d'actualité.

Il nous faut former tous les adhérents et tous les militants à la culture que nous prétendons avoir.

Le MoDem, s'il est sincère dans l'expression de son objectif de démocratie et d'humanisme, doit participer à cette dynamique de la Société Civile.

Faire cela n'est pas inventer quelque chose d'innovant en France ; c'est rattraper le retard que le monde politique a par rapport à la Société civile.

De même que séparer les pouvoirs, ce n'est pas se lancer dans une aventure utopique ; c'est rattraper le retard que la France a sur ses voisins.

Pour être exemplaire comme François Bayrou nous en fixe l'objectif, à juste titre, il faut aller bien au-delà : il faut viser l'excellence dans le fonctionnement des institutions que je nomme ci-dessus, viser l'excellence dans la mise en œuvre des méthodes que j'indique ci-dessus, viser l'excellence dans notre culture politique, pas limité à la préparation des pugilats des guerres éclair dans le cadre de scrutins biaisés pour maintenir les « minorités dominantes » au pouvoir.

Comment nous transformer nous-mêmes ? Comment faire du MoDem le fer de lance politique de cette mutation culturelle et sociétale ? Comment l'insérer dans cette dynamique générale de la Société Civile, qui est le seul pouvoir légitime ?

- Réunir en un groupe de réflexion, auprès de la direction du MoDem, ceux qui connaissent le mieux ces évolutions sociétales en terme de comportements, de philosophie politique, de traduction institutionnelle ; juste pour avoir une idée tout en suggérant des possibilités intéressantes :
 - Alain de Vulpian, PDG fondateur de Sociovision Cofremca, auteur de « A l'écoute des gens ordinaires », organisateur de la journée du même nom dont François Bayrou était l'invité politique central,
 - Blandine Kriegel, professeur de philosophie politique à Paris X, ancienne directrice de la commission de réforme des institutions (celle des années 80-90), directrice de la revue Philosophie politique, auteur de « la philosophie de la République,
 - Dominique Voynet, auteur de la loi de Juin 1999 sur la refonte des institutions locales, l'élaboration du plan d'aménagement du territoire selon une méthode de subsidiarité et l'arrivée des citoyens dans la vie politique, par les Conseils de développement,
 - Quelqu'un d'engagé dans le référentiel agenda 21 français, du CCFD par exemple,
 - Joël Roman, corédacteur en chef de la revue Esprit, membre de la Charte de la Citoyenneté
 - Jean-Claude Guillebaud, écrivain, sans doute l'œil le plus avisé sur la lecture de notre époque.

Travailler avec eux, avec animation par le MoDem, afin de tracer la ligne politique « juste » d'un parti politique : régime politique à mettre en place, mutation du comportement des élus et des services publics, évolution culturelle du parti concerné, moyens d'information à mettre en place pour que les citoyens puissent lire leur époque, s'orienter eux-mêmes, contribuer dans la Cité.

Le groupe ne devrait pas dépasser 5 personnes afin de rester sur l'objectif de l'élaboration d'une ligne politique ; sinon il fera une sorte d'ouvrage collectif sur notre temps, la société et le pouvoir.

Mettre à profit les conclusions de cette démarche.

- Etablir des réseaux avec les acteurs de la société civile : les Universités Populaires et les dynamiques catholiques engagées sont les grands acteurs de la formation politique et citoyenne, les ARDL et l'UNDEL sont les leaders en terme de programmes de développement des groupements de communes et d'agglomération avec les citoyens, l'ADELS et la revue territoire sont les grands militants en termes de gouvernance communales et de Conseils de quartiers ; « qualité publique » fait référence pour la qualité des services au public ; le CJD, organisation de chefs de petites entreprises, a la même philosophie que nous « l'entreprise au service de l'Homme et pas le contraire », etc...etc...

Aucune difficulté à identifier quels partenaires sont pertinents pour inscrire le MoDem dans la richesse de la vie de la Société Civile, dont nous considérons, nous, au MoDem, qu'elle contribue à la recherche du Bien Commun, au même titre que les pouvoirs publics.

- Dans tous les domaines importants, constituer de la même façon une compétence issue de la société civile, si possible des meilleurs acteurs dans le domaine concerné
- Créer un pôle large de dynamique vers une France démocratique, se développant de façon durable, équilibrée, rayonnante et exemplaire, d'alternative à Sarkozy sur une base positive et humaniste, pôle constitué du MoDem, des dynamiques de la Société civile vers le Bien Commun, qui sont les vraies détentrices de la légitimité du pouvoir et des pans des partis politiques qui rejoindront ce programme historique
- Lancer un vaste programme de formation volontaire des adhérents du MoDem, sur le principe de transferts d'expériences des nouvelles formes de gouvernance et/ou de militantisme, de formation de formateurs et de formation action, plus que de répétition du passé par de « vieux militants ».
- Faire rayonner cette nouvelle culture du MoDem, de façon permanente dans toute la population, si possible en la déclinant selon les couches ou sensibilités sociales ; le faire en permanence, en mobilisant les adhérents locaux, en développant le MoDem sur cette base
- Décliner ce rayonnement lors de chaque scrutin, en approfondissant les enjeux de chaque élection et en élaborant et expliquant la traduction concrète de notre philosophie sur les enjeux ; le faire en termes de solutions concrètes que nous pourrions proposer, mais tout autant en termes de partenaires de la Société Civile avec lesquels nous travaillerions chaque question, en termes de transparence et suivi des traitements des questions avec les citoyens et les « acteurs de la Société Civile ».

Essai d'exploration de l'impact électoral de la stratégie que je propose

Mon approche ici a pour objectif seulement de suggérer une optique ; elle ne saurait prétendre à proposer une évaluation réelle.

Son premier principe est de reposer sur des pourcentages d'**inscrits**, condition absolue pour qu'elle puisse servir de base à une analyse soutenant une réflexion stratégique ; c'est aussi une attitude de respect pour tous les citoyens.

La base à partir de laquelle je fais mes explorations est :

20% des inscrits ne votent jamais

30% votent seulement s'il y a un « enjeu de premier ordre »

15% se déplacent en fonction du contenu politique, programme, candidat, et sont indépendants des étiquettes politiques

5% constituent le noyau stable du MoDem

15% soutiennent toujours l'UMP

15% soutiennent toujours le PS

Je nomme « double bang » la ligne du MoDem qui résulterait de mes contributions, qui proposent le changement de culture que j'évoque dans ce sous chapitre, le changement de régime « de la République à la Démocratie » (Premier bang) et un plan de développement national agenda 21 (second bang)

En défendant la stratégie « double bang » que je propose, de Révolution Démocratique et de plan agenda 21 national, le MoDem obtiendrait selon moi :

MoDem stable 5%

La quasi-totalité des 15 % « instables », soit 12 %

2% de chaque électorat des « minorités dominantes » : 4%

Electorat « enjeu de premier ordre » : 5%

Soit un total de : 26%

PS : 14%

UMP : 15%

Abstention : 42%

Stratégie « double bang », présentée par un grand parti démocrate

MoDem stable 5%

La quasi-totalité des 15 % « instables », soit 12 %

5% de chaque électorat des « minorités dominantes » : 10%

Electorat « enjeu de premier ordre » : 10%

Soit un total de : 37%

PS : 11%

UMP : 12%

Abstention : 40%

En revanche, dans l'hypothèse d'un grand parti démocrate restant sur une offre traditionnelle et les méthodes de combat usuelles de « guerre éclair », on peut penser réunir :

MoDem stable 5%

La moitié des 15 % « instables », soit 7 %

5% de l'électorat du PS

2% de celui de l'UMP

Electorat « enjeu de premier ordre » : 3%

Soit un total de : 22%

PS : 14%

UMP : 14%

Abstention : 50%

Pour récapituler, mon exploration me pousserait à envisager :

- MoDem seul selon stratégie « 2007 » : 14% (17% pour Sarkozy, 11 pour le PS)
- Grand parti démocrate selon stratégie classique : 22% (14% pour l'UMP, 14% pour le PS ; **mais le leadership du Modem serait dans ce cas incertain**)
- MoDem seul selon stratégie « double bang » : 26% (14% pour PS, 15% pour l'UMP)
- Grand parti démocrate avec stratégie « double bang » : 37% (11% pour PS, 12% pour l'UMP ; **le leadership du Modem serait dans cette hypothèse garanti**)

L'hypothèse faite, pour cette exploration, d'un contexte politique inchangé par rapport aux précédents scrutins est incertaine ; la société civile, en effet travaille activement et en profondeur sur les questions politiques, du fait d'organisations et de réseaux de plus en plus importants ; c'est, en la matière, de loin le premier parti de France, voire le seul, les autres étant monopolisés par les combats d'accès au pouvoir ; la Société Civile commence à évoluer

vers sa propre animation politique, les étiquettes ne jouant pas de rôle fondamental ; on s'en apercevra lorsqu'elle se donnera un accès aux moyens de communication, ceux qui existent pour le moment n'étant qu'alternatifs.

Les idées circulent donc dans l'ensemble de la société ; un parti politique peut ainsi récupérer toute idée.